



Le FMI activement présent en Ukraine depuis 1994 ne veut pas entendre parler de hausse de salaire

Le FMI poursuit sa route en Ukraine (partie 1)

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 06 avril 2014

cadtm.org

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

Suite à un puissant mouvement insurrectionnel aboutissant à la destitution du président ukrainien Viktor Ianoukovytch, le nouveau gouvernement transitoire mis en place le 27 février 2014, offre au FMI l'opportunité d'infliger une violente cure d'austérité au peuple ukrainien. Un mois plus tard et sans même attendre les élections, des négociations opaques avec ce gouvernement non élu aboutissent à l'adoption de politiques ultra libérales en échange d'un prêt du FMI de 14 à 18 milliards de dollars (10,2 à 13 milliards d'euros) dont le premier versement est attendu pour le mois d'avril.

Jalonnant les tranches successives de déboursements selon un calendrier confidentiel, l'augmentation des tarifs du gaz, le gel des salaires et des retraites pour les fonctionnaires et bien d'autres mesures visant à bouleverser la politique monétaire et budgétaire, ainsi que les secteurs financier et énergétique, doivent soumettre ce pays au dogme capitaliste promu par l'institution. Pourtant rejeté en première lecture par les députés du Parlement ukrainien le 27 mars, ce programme impopulaire exigé par le FMI, est finalement adopté suite à de fébriles négociations.

Au cours de son histoire tumultueuse et malgré certains succès, le FMI s'est toujours heurté à des réticences face à ses exigences démesurées. Incapable de conclure ses deux derniers accords, il espère bien cette fois-ci mener à terme ses ajustements quelle que soit l'issue des élections présidentielles programmées deux mois plus tard. Qu'importe si ces politiques disséminées partout sur la planète provoquent le chaos social comme en Grèce ou ailleurs. L'institution poursuit son chemin dévastateur, bordé de révérences des gouvernements soumis. Prétendre instaurer la prospérité et chasser la pauvreté, en ajoutant de nouvelles politiques d'austérité sur un État liberticide à la corruption endémique, est vain. Le FMI, avec toutes les révoltes qu'il a déclenchées au cours de son histoire, est pourtant bien placé pour savoir que la misère ne rend pas forcément docile et que rien n'empêche la Place Maïdan de reprendre du service. Or, dans ce domaine, tout est possible tant le FMI est prompt à souffler sur les braises encore chaudes de ladite « révolution Maïden ».

Ce n'est pas la première fois que l'Ukraine se retrouve confrontée au diktat du FMI

Le Fonds monétaire international (FMI), bien connu des pays « appauvris » (aussi appelé pays en développement) pour avoir impulsé de sévères coupes budgétaires qui ont exacerbé les crises de la dette en Asie et en Amérique latine, est aussi redouté pour s'être fortement impliqué dans la vague de privatisations désastreuses en Europe de l'Est lors de

la transition post-communiste au début des années 90.

En Ukraine, dès 1994, un premier accord est conclu avec le FMI et en 1995, un crédit de 1,49 milliard de dollars du Fonds est signé par le gouverneur de la banque centrale de l'époque, Viktor Youchenko avant qu'il ne devienne leader de la célèbre « Révolution orange ». [1] Depuis lors, épaulé par sa représentation permanente à Kiev, l'institution travaille d'arrache-pied en Ukraine et, quels que soient les gouvernements en place, impose son diktat.

Le FMI suspend un prêt à l'Ukraine suite à la décision du gouvernement d'augmenter le salaire minimum [2]

Depuis que l'Ukraine a rejoint le FMI en septembre 1992, leur relation est faite d'affrontement et de ruptures sur fond d'incessantes négociations opaques. En effet, alors que l'institution basée à Washington ne supporte pas l'idée d'une suspension de paiement de la part des pays endettés, elle pratique couramment la fermeture du robinet du crédit en suspendant ses versements lorsque le pays ne se plie pas à ses injonctions.

En novembre 2008, peu après après l'Islande, la Géorgie et la Hongrie, c'est l'Ukraine qui tombe dans la nasse du FMI. En échange d'un prêt [3] de 16,4 milliards de dollars (13 milliards d'euros) sur 2 ans, le Parlement ukrainien est sommé d'adopter un plan de « sauvetage » draconien, avec privatisations et coupes budgétaires. L'Ukraine est sommée de faire passer l'âge de la retraite des femmes de 55 à 60 ans et augmenter de 20 % le tarif du gaz de la compagnie Naftogaz.

Mais la hausse du salaire minimum de 11 % et l'augmentation du minimum vital de 12 % à partir du 1er novembre 2009, puis de 18 % à compter du 1er janvier 2010, inquiètent le FMI qui bloque son programme. « *Je suis très inquiet de l'accord donné par le président à ce projet de loi qui met hors circuit le programme que nous avons signé. Dans ces circonstances, j'ai peur qu'il soit très difficile d'achever le prochain examen du programme* » [4] déclare alors l'ancien directeur du Fonds Dominique Strauss-Kahn, qui pour sa part avait augmenté son salaire de plus de 7 % à son arrivée à la tête du FMI [5]. Pour justifier ses craintes à l'égard de l'Ukraine, il ajoute : « Une mission récente du Fonds en Ukraine a conclu que les politiques dans certains domaines, dont la nouvelle loi sur le salaire minimum, menaçaient [la] stabilité » du pays. Et dans la foulée, l'agence de notation Standard & Poor's émet un signal négatif sur la dette de l'Ukraine. Lorsque survient un blocage dans le programme de privatisations, la réaction du FMI ne se fait pas attendre puisqu'il suspend le versement de la quatrième tranche, d'un montant de 3,8 milliards de dollars, prévue en novembre 2009. En attendant, après avoir maintenu un taux de croissance moyen de 7,5 % du PIB de 2000 à 2007, l'Ukraine enregistre une des pire performance économique mondiale : le PIB chute de 15 % en 2009 et la production industrielle de 22 %.

Jérôme Duval



[UKRAINE : Le FMI revient à la charge et impulse la réforme des retraites: Le FMI poursuit sa route en Ukraine](#)

Partie 3



[Le FMI ou l'asphyxie du choix unique?, 27 avril 2014](#)

Partie 4

[La réforme sur la répartition des droits de vote du FMI est à nouveau bloquée par son actionnaire majoritaire](#)

Partie 5



[Ukraine : le FMI passe en force au Parlement](#)

Notes

[1] Viktor Youchenko sera ensuite président avant d'être finalement rejeté lors des élections de 2010 avec seulement 5.45% des voix, les pires résultats jamais remporté par un président.

[2] Cette partie, revue et actualisée, a été initialement publiée par l'auteur dans le chapitre consacré au FMI dans le livre *La dette ou la vie*, Aden 2011, coordonné par Damien Millet et Éric Toussaint. Ce livre a reçu le prix du livre politique de Liège 2011.

[3] Il s'agit d'un prêt *Stand-By Arrangement* de 11 milliards de droits de tirage spéciaux (ou SDR en anglais, *Special Drawing Rights*. Unité monétaire de référence du Fonds calculé sur la base d'un panier de devises). Lire la lettre d'intention signée par le président Yushenko et la premier ministre d'alors, Yulia Tymoshenko : <https://www.imf.org/external/np/loi/2008/ukr/103108.pdf>

[4] Dépêche Reuters, « Le président ukrainien relève le salaire minimum malgré le FMI », 30 octobre 2009.

[5] Le salaire annuel de DSK pour 2010 était de 441 980 euros, sans compter une indemnité de 79 120 dollars pour couvrir ses frais de représentation. Le salaire annuel de la française Christine Lagarde qui reprend son poste est de 467 940 dollars (323 257 euros). Elle bénéficie en plus de 83 760 dollars par an (57 829 euros) au titre de participations aux frais de représentation. Au total, la directrice touche 551 700 dollars (380 989 euros) par an, une somme nette de taxes sur le revenu.

La source originale de cet article est cadtm.org

Copyright © [Jérôme Duval](http://cadtm.org), cadtm.org, 2014

Articles Par : [Jérôme Duval](#)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre Construcción europea al servicio de los mercados financieros, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage La Dette ou la Vie, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca